

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 24/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL SEPE LE CAYROL

Monsieur Emmanuel REY
Technoparc, bâtiment 4
1 impasse Marcel Chalard
31100 Toulouse

Références : 81-CRARC-2025-155

Code AIOT : 0003701624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SARL SEPE LE CAYROL implanté Lieu-dit Le Cayrol 81320 Murat-sur-Vèbre. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi du chantier de construction du parc éolien du Cayrol situé sur la commune de Murat-sur Vèbre. Plusieurs inspections sont prévues tout au long du déroulement du chantier afin de vérifier le respect des exigences réglementaires au cours de la construction. Il s'agit de la deuxième inspection sur ce site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SEPE LE CAYROL
- Lieu-dit Le Cayrol 81320 Murat-sur-Vèbre
- Code AIOT : 0003701624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEPE LE CAYROL, filiale d'OSTWIND a été autorisée par arrêté préfectoral du 29 novembre 2021 à exploiter 3 éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW sur la commune de MURAT-SUR-VEBRE dans le département du Tarn.

La construction a débuté le 16 septembre 2024.

La société OSTWIND est devenue ENGIE GREEN au 1^{er} janvier 2025.

Lors de l'inspection, la quasi totalité des pièces machines sont présentes sur le site et la construction des 3 mâts a débutée.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 5)	Demande d'action corrective	1 jour
8	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.4	Sans objet
3	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 1)	Sans objet
4	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 2)	Sans objet
5	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 4)	Sans objet
7	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 6)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le chantier se déroule conformément aux exigences réglementaires et que les recommandations de l'écologue sont suivies par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection s'est rendue sur les 3 plateformes des éoliennes sur lesquelles des pièces de machines (pales, mâts, nacelle) sont entreposées et a constaté que le chantier est maintenu en bon état de propreté et que les voies d'accès sont carrossables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de préparation et d'encadrement du chantier
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents. Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le contexte environnemental du projet - la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ; - les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ; - l'organisation générale du chantier,

- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet.
- les moyens de lutte contre la pollution,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier et excluant l'emploi de préparation phytosanitaires,
- les moyens de sensibilisation, formation, de contrôle interne
- les objectifs et les moyens de remise en état du site incluant le réemploi des terres végétales récupérées...).

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale .

Ces documents doivent être transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan général de coordination (PGC) du 10 juin 2024, dont les dernières mises à jour datent du 11 juillet 2025 afin d'inclure divers risques dont ceux liés aux fortes chaleurs et du 26 septembre 2025, afin de mettre à jour les risques électriques.

Ce plan contient notamment les enjeux du site, les plans de circulation, des modèles de fiches incidents.

Des panneaux à l'entrée de la base vie, sont disponibles en plusieurs langues et rappelle également aux intervenants les actions à suivre en cas d'incident.

Une plaquette rappelant les incontournables de la sécurité et les numéros d'urgence est également distribuée à chaque intervenant.

Un accueil sécurité a également été réalisé par l'exploitant à l'inspecteur, tout comme à chaque intervenant du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage des stations à protéger

Prescription contrôlée :

Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent à ce stade être rajoutées dans les documents de planification environnementale de travaux. Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des

matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention. Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées.
<p>Constats :</p> <p>Aucune station d'espèces protégées n'a été recensée sur le site. L'écologue Altifaune a en charge le suivi de ce chantier et effectue des passages réguliers.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place d'un balisage autour des zones sensibles, notamment la lande à éricacées et les mares. Ce balisage, constitué du même matériau que les clôtures électriques destinées à la contention animale, demeure en bon état et n'a pas subi de dégradation depuis la précédente visite de chantier. Les prestataires intervenant sur le chantier sont régulièrement sensibilisés par l'exploitant au respect strict de ces balisages, dans le cadre de rappels périodiques. Il a également été observé que les différents éléments du site - balisages, plateformes, voies d'accès, base vie, zones de stockage et réserve d'eau incendie - sont correctement reportés sur les cartographies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 2)
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation des engins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces. Ils devront circuler uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore. Le déplacement des engins devront éviter les chemins identifiés comme à enjeux pour les amphibiens et les reptiles. Cette mesure sera incluse et détaillée dans le cahier des charges de consultation des entreprises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'ensemble du chantier est correctement balisé. Depuis la précédente visite, des panneaux supplémentaires ont été installés afin de limiter la vitesse des engins de chantier à 30 km/h, notamment sur la portion en montée. Cette mesure vise à sécuriser les déplacements liés à l'acheminement des éléments d'éoliennes et à tenir compte de la coactivité avec le chantier éolien voisin conduit par la société CEPE de l'Escur. Les sens de circulation ont par ailleurs été adaptés pour intégrer cette coordination entre les deux chantiers. Des réunions thématiques sont organisées chaque semaine. Celle du 12 septembre 2025 a permis de rappeler aux prestataires la consigne de limitation de vitesse. L'inspection a pu consulter la feuille d'émargement attestant la participation de 22 prestataires représentant au moins sept</p>

entreprises différentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 4)

Thème(s) : Risques accidentels, Création des fondations des éoliennes

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien du Cayrol montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations plus impactantes que celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 22 décembre 2017. Ce porter-à connaissance comprend à minima :

- l'impact sur la géologie,
- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,
- l'impact sur la santé,
- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les fondations des éoliennes, les tranchées de raccordement au réseau électrique... Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement sera réalisé lorsque les amphibiens ne sont pas présents après vérification.

Constats :

Lors de la dernière inspection de chantier, effectuée le 6 novembre 2024, l'exploitant avait

présenté à l'inspection le rapport initial de contrôle technique « génie civil » établi par le bureau Veritas le 3 avril 2024.

Les points examinés concernaient notamment :

- la réalisation d'une étude géotechnique du site,
- la cohérence de l'étude de sols,
- les risques naturels connus ou supposés,
- l'identification et l'agressivité des sols et des eaux,
- le système de fondation préconisé et son niveau d'assise,
- ainsi que la compatibilité de la déformation des sols avec l'ouvrage.

L'inspection constate que ce rapport n'a pas mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des fondations plus contraignantes que celles prévues dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant a précisé que le coulage des fondations s'est déroulé du 19 décembre 2024 au 16 janvier 2025. Aucune pollution n'a été détectée, et le nettoyage des toupies à béton a été réalisé dans des bennes étanches.

Lors de la visite du 7 octobre 2025, l'inspection a constaté l'absence d'ornières et de flaques d'eau sur l'ensemble du chantier. L'exploitant a présenté les devis relatifs aux travaux de terrassement, et il a été vérifié qu'aucune terre extérieure n'a été apportée sur le site. Les terres excavées sont restées sur place et ont été notamment réutilisées pour le comblement des tranchées du réseau inter-éolien, le terrassement des pistes et des plateformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 5)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre la pollution

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus;
- mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;
- mise à disposition de kits anti-pollution;
- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur,
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées.
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plateformes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche.
- création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes,

- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI,
- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Dans le cadre de travaux notamment de voies d'accès, si le périmètre de captage du Cayrol (à 100 mètres de l'éolienne E4) devait être traversé, l'avis de l'ARS est exigé après réalisation d'une étude particulière de ces travaux.

Constats :

L'inspection a constaté que les mesures de prévention figurent dans le plan général de coordination pour la protection de l'environnement ainsi que dans le rapport de suivi écologique du chantier.

Lors de la visite, l'inspection a vérifié la présence des kits antipollution sur trois engins de chantier. Ces kits étaient bien présents dans la grue mobile et dans le camion de convoi exceptionnel utilisé pour l'acheminement des pièces d'éoliennes, mais absents du chariot télescopique. Le conducteur a indiqué que les kits étaient entreposés dans la base vie. L'inspection a demandé que l'un d'eux soit placé directement dans l'engin afin de pouvoir être utilisé sans délai en cas d'incident de pollution. L'exploitant a immédiatement procédé à cette mise en conformité. L'exploitant tient à jour un registre de suivi des contrôles techniques de l'ensemble des engins présents sur le chantier. L'inspection a procédé à une vérification par sondage de ces documents. La dernière visite périodique de la grue appartenant à l'entreprise SARENS, datée du 15 juillet 2025, s'est révélée conforme.

Concernant le coulage des fondations, l'exploitant a précisé que des bennes étanches ont été utilisées pour le nettoyage des toupies, cette mesure offrant un niveau de protection supérieur à la simple pose de membranes.

L'inspection a constaté, à proximité de la base vie, la présence de cinq bidons d'antigel « Glykosol N 45 % » de 30 kg chacun, stockés en extérieur sur palettes sans dispositif de rétention. À la demande de l'inspection, ces bidons ont été immédiatement déplacés dans un conteneur étanche.

Par ailleurs, deux sacs de mortier ont été observés à même le sol entre deux conteneurs de la base vie. L'inspection a demandé leur retrait et leur dépôt dans les bennes à déchets, ce qui a été réalisé lors de la visite.

Enfin, s'agissant du périmètre de captage du Cayrol, le projet comportait initialement une quatrième éolienne. Sa suppression fait que le périmètre de protection du captage n'est désormais plus traversé par le projet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a procédé aux actions correctives lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 6)
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".</p> <p>Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.</p> <p>[...]</p> <p>Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui-même communique dans un délai de 24h maximum les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p> <p>Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'écologue Altifaune assure une information et une sensibilisation du personnel à chaque démarrage de lot de travaux.</p> <p>D'après le rapport de suivi écologique daté du 12 septembre 2025, l'inspection constate que les dernières visites de l'écologue se sont déroulées les 27 août et 12 septembre 2025.</p> <p>Ces visites font l'objet d'une documentation détaillée. Des recommandations sont formulées par l'écologue et consignées dans les comptes rendus intégrés au rapport.</p> <p>Lors de la visite du 27 août 2025, l'écologue indique :</p> <p><i>"Lors de la visite, les travaux de raccordement des trois éoliennes jusqu'au poste de livraison ont été observés. Aucun problème écologique n'a été relevé.</i></p> <p><i>Cependant, plusieurs arbres couchés ont été constatés le long de la piste, dans une zone destinée aux opérations de levage des éoliennes. Ces arbres ont été contrôlés par l'écologue, puis déplacés</i></p>

*dans l'après-midi du même jour.
Aucun enjeu écologique n'a été relevé."*

Lors de la dernière visite du 12 septembre 2025, il indique :

"Lors de la visite, il a été constaté que les premiers modules des éoliennes 2 et 3 ont été installés. Le module de l'éolienne 1 était en cours d'installation.

Cependant des laitances de béton ont été détectées sur les plateformes des éoliennes 2 et 3.

Le représentant Enercon présent sur site en a directement été informé. Les laitances seront nettoyées le lendemain."

Des photographies illustrant ces constats figurent dans le rapport. Lors de la visite d'inspection, aucune laitance n'a été observée sur les plateformes des éoliennes 2 et 3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits chimiques

Prescription contrôlée :

I. - Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection a constaté, à proximité de la base vie, la présence de cinq bidons d'antigel « Glykosol N 45 % » de 30 kg chacun, stockés en extérieur sur palettes, sans dispositif de rétention.

L'exploitant a précisé que ces bidons provenaient de la fin du chantier voisin d'Engie, avec lequel la base vie était partagée. À la demande de l'inspection, ils ont été placés dans un conteneur étanche au cours de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a procédé aux actions correctives lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 9 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du Glykosol 45%, en langue française, qui correspond aux bidons constaté sur site. La présentation des risques du produit, les précautions et mesures à prendre sont indiquées sur cette fiche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite